

Délibération n°B22-2-34

Objet : Convention cadre de partenariat pour la construction de logements sociaux et intermédiaires à destination du personnel des établissements de santé et médico-sociaux entre la Région Ile-de-France, l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France et Action Logement

Le Bureau,

Vu le décret n°2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

Vu le décret n°2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines et modifiant le décret n°2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération A15-2-9 du Conseil d'Administration du 8 octobre 2015, portant délégation de l'approbation des conventions et de leurs modifications au Bureau,

Vu le règlement intérieur institutionnel de l'EPF Ile-de-France,

Vu le programme pluriannuel d'interventions de l'EPF Ile-de-France,

Vu le rapport présenté par le Directeur Général,

- Approuve la convention cadre de partenariat pour la construction de logements sociaux et intermédiaires à destination du personnel des établissements de santé et médico-sociaux entre la Région Ile-de-France, l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France et Action Logement, joint en annexe de la présente délibération,
- Autorise le Directeur Général de l'EPF Ile-de-France, ou son représentant valablement désigné, à signer et exécuter la convention cadre de partenariat pour la construction de logements sociaux et intermédiaires à destination du personnel des établissements de santé et médico-sociaux entre la Région Ile-de-France, l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France et Action Logement et les actes en découlant.

07 JUIL. 2022

Le Président de l'EPFIF
Jean-Philippe DUGOIN-CLÉMENT



Le Préfet de la Région Ile-de-France
Marc GUILLAUME



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou, le cas échéant, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le **07 JUIL. 2022**

Le Préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

à

Monsieur le Président du Conseil d'administration
De l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France

A l'attention de Isabelle MIEGEVILLE

Objet : Délibérations numéros B22-2-1 à B22-2-2.1, B22-2-2.2 à B12-2-12.1, B22-2-12.2 à B22-1-35
du BUREAU du 28 juin 2022.

PJ : 37 délibérations

Vous m'avez adressé, pour approbation, les délibérations de l'Établissement Public Foncier
d'Île-de-France, visées en objet, adoptées lors du Bureau du 28 juin 2022.

Vous voudrez bien trouver ci-joint, en retour, un exemplaire de chacun de ces documents
que j'ai approuvés ce jour.

Le Préfet de la Région Île-de-France

Marc GUILLAUME